

de pipelines. L'exploitation de nos sables bitumineux et l'exploration menée dans la région de la mer de Beaufort et d'Hibernia constituent la nouvelle frontière dans la mise en valeur des ressources énergétiques. Les échanges de technologies et la diffusion du savoir-faire humain ont, dans une très large mesure, été épargnés par les tarifs douaniers ou autres barrières. Nous voulons qu'il continue d'en être ainsi.

Nous voulons assurément accroître notre commerce. Et pour atteindre ce but, nous nous tournons vers notre principal marché. Nous voulons engager des pourparlers avec les États-Unis pour maintenir et renforcer l'accès aux marchés pour nos deux pays. En tant que gouvernement, nous sommes prêts à prendre cette mesure parce qu'elle représente la meilleure chance pour les Canadiens qui veulent un emploi.

Un accord commercial avec les États-Unis entraînera des changements. Ce genre d'accord représente un défi. Mais les Canadiens et ceux de l'Ouest, en particulier, n'ont jamais craint de relever un défi.

Il y a un demi-siècle cette semaine, à un moment où les pires ravages de la Dépression brisaient l'économie canadienne, nos deux nations entreprenaient la longue remontée vers la santé économique en décidant de placer les relations commerciales des deux pays sur une base de compréhension mutuelle pour la première fois depuis la Confédération. Cette décision a été prise parce que les deux parties reconnaissaient, selon les mots de la déclaration conjointe du Président Roosevelt et du Premier ministre King, "qu'un accroissement des échanges aurait d'heureuses répercussions sur toutes les activités et que le commerce se traduit inévitablement par une croissance des emplois, de la consommation et des transports".

L'Accord commercial canado-américain de novembre 1935 a marqué le début de la reprise économique. Il comportait certains risques. Mais l'autre possibilité, à savoir le maintien du statu quo, aurait signifié un chômage persistant pour les peuples des deux nations. Les Canadiens et les Américains étaient disposés à courir le risque d'un nouvel accord, car ils y voyaient un meilleur avenir pour leurs enfants, c'est-à-dire nous; et nous devons à nos enfants de leur offrir la même possibilité.

Mesdames et Messieurs, je vous demanderai de lever votre verre avec moi en l'honneur du secrétaire et de Mme Shultz.